

REGARDS SUR L'EUROPE 3 : l'élue

La Vice-Présidente du Parlement européen : Isabelle Durant

Le rendez-vous précédent qui se prolonge un peu me donne le temps de détailler le décor qui m'entoure. Le bureau d'Isabelle Durant est bien "habité": des plantes vertes et des fleurs, un pan de mur où se construit un pêle-mêle de coupures de journaux, de clichés officiels, de souvenirs de grands moments et de belles rencontres politiques ainsi que des portraits de famille. Sur des étagères, avec les livres - pas tous de politique - je repère des DVD: *The Vagina Monologues* d'Eve Ensler, qu'elle joua avec 8 comparses eurodéputées à l'occasion de la journée de la femme 2012 et la série des *Borgen*, *femme de pouvoir*.

Et puis juste devant moi, en noir et blanc, sur un A4, une phrase du Dalai Lama "*Si vous avez l'impression que vous êtes trop petit pour pouvoir changer quelque chose, essayez donc de dormir avec un moustique*".

Je n'oserais qualifier Mme Durant de moustique mais après notre rencontre, 30 minutes chrono, je vois dans son rythme de parole, son énergie, sa vivacité d'esprit et de raisonnement, sa force de conviction quelque chose qui me dit qu'elle ne doit pas plus lâcher ses objectifs que la bête qui tournicote au-dessus de nos couettes jusqu'à trouver le carré de peau non protégé !

Si j'ai eu envie de l'interroger, c'est qu'Isabelle Durant a un riche parcours en politique, dont elle a pratiqué tous les échelons: co-secrétaire fédérale puis co-présidente d'Ecolo, nouveau nom pour la même fonction, elle fut aussi élue au Parlement bruxellois, ministre dans le gouvernement Arc-en-ciel, et enfin députée au Parlement européen et vice-présidente de celui-ci. Depuis 2006, elle est aussi conseillère communale à Schaerbeek. Pour son travail européen, elle dispose d'un attaché spécifique, fourni par le Parlement pour sa fonction de vice-présidente. En outre, comme chez les autres députés, 5 attachés parlementaires

partagent son bureau, chacun à la fois spécialisé et polyvalent pour appréhender au mieux la complexité des dossiers et des tâches. A l'Europe, elle dédie quasi la moitié de son temps à sa fonction de co-présidente dans la mesure où elle est appelée fréquemment à voyager pour représenter le président, à conduire des réunions ou à faire des communiqués à sa place.

Comme élue, elle siège dans certaines commissions comme celle des budgets ou en suppléance, des transports et du tourisme. Elle fait aussi partie de la délégation pour les relations avec Israël et avec l'Iran, ce qui explique ou s'explique (par) son intérêt pour la question palestinienne ou le printemps arabe.

NB. Pour ce qui suit, bien que l'article se présente comme des questions/réponses, il ne s'agit pas de la retranscription de notre entretien - on n'y trouvera pas de guillemets - mais bien d'une synthèse d'échanges dont j'espère ne pas avoir déformé l'esprit.

Votre activité politique a couvert et couvre tous les niveaux de pouvoir : communal, régional, fédéral et européen. Votre expérience est donc variée. peut-on dire "petit niveau, petit souci, grand niveau, grand souci" ?

Non, pas du tout ! Ce n'est pas plus vrai que pour les enfants ! Les problèmes vécus au niveau local sont souvent la résultante de contextes créés ou de décisions prises au niveau supérieur. Il y a donc des relations évidentes et tous les niveaux sont importants.

C'est la raison pour laquelle je veux continuer à faire de la politique à Schaerbeek, pour garder le contact avec la réalité, le concret, faire les liens, éviter de s'illusionner en ne travaillant que dans de larges espaces.



Enfin si les complexités sont différentes et les angles de vue différents, on traite quand même de la même chose : le vivre ensemble, la gestion de l'espace public et la recherche du bien être en ville au niveau communal deviennent les relations entre Israël et la Palestine ou la gestion économique et environnementale durable.

Il est facile et rapide de déconnecter du réel en ne travaillant qu'à l'U.E., avec son jargon, sa propre cohérence, ses modes de fonctionnements. On peut se laisser aspirer là-dedans et perdre contact avec la vie quotidienne des citoyens. Or établir ces liens du bas en haut et vice-versa, c'est ce qui m'amuse et m'intéresse.

Quels problèmes vous empêchent de dormir ?

Aucun, je dors bien ! Evidemment, il peut y avoir une question personnelle, familiale ou professionnelle qui me tracasse mais cela ne dure pas.

Par contre, quand j'étais ministre, c'était différent: la responsabilité ministérielle de tout ce qui s'exécute en-dessous de vous est bien plus grande que celle du législateur. J'avais toujours peur qu'on me téléphone pour m'apprendre qu'il y avait eu un grave accident ferroviaire, par exemple. Ce n'était pas moi qui conduisais le train mais j'étais quand même responsable de ce qui arrivait dans le cadre de mon ministère

Comment avez-vous vécu cette charge de ministre ? Quand on vous voyait à la TV, il me semblait que vous paraissiez un peu décalée, que vous ne partagiez pas les mêmes codes que les vieux routiers des autres partis.

Ce fut à la fois une chance et une difficulté. Une chance parce que les accords concernant les

entreprises de transports ont été appliqués de A à Z. D'ailleurs, bien que mon profil de femme et d'écolo n'ait pas été exactement celui qu'ils auraient souhaité, j'ai gardé d'excellents contacts avec le milieu de transporteurs routiers. J'étais ministre et donc je n'avais pas à camper sur une position idéologique, fût-elle écolo; je devais résoudre au mieux les problèmes.

Difficulté car effectivement je me sentais et j'apparaissais différente vis-à-vis de mes collègues du gouvernement. Cette altérité, c'est un peu comme ne pas faire partie de la famille. On vous accepte mais on ne raconte pas les blagues habituelles devant vous et vous n'êtes pas invitée à tout l'informel.

Quelle est l'image de la Belgique dans l'hémicycle européen ?

Elle a changé ces dernières années. Auparavant, il y avait pas mal de bienveillance. Nous étions comme une mini-Europe, avec sa complexité et ses obligations de toujours trouver des compromis.

Mais la période de 500 jours sans gouvernement a gravement atteint ce capital de sympathie. Il y a eu les Etats centralisés qui ne comprenaient absolument pas qu'on puisse fonctionner sans gouvernement national aussi longtemps. Il y a ceux qui ont été tracassés du fait que les bons élèves, spécialistes des négociations et des arrangements, n'y arrivaient plus.

C'est apparu comme un mauvais signal envers l'institution européenne. Si nous les Belges nous nous délitons, n'allait-elle pas se déliter ? On peut d'ailleurs faire un réel parallèle entre ce que l'on observe chez nous de détachement ou de désintérêt envers la Belgique et ce que l'on peut observer envers l'Europe.

Aujourd'hui la situation est plus calme, un couvercle - provisoire - a été posé sur nos querelles mais, avec la montée du régionalisme et surtout du régionalisme à coloration nationaliste, certains nous voient comme la Catalogne, l'Ecosse ou l'Italie du Nord, ce qui provoque l'inquiétude des fédéralistes et stimulent les eurosceptiques.

Que pensez-vous de l'Europe des Régions ?

Qu'est-ce qu'on entend par là ? Une U.E. dirigée par un conseil de représentants des 500 ou 600 régions ? Cela n'a pas de sens !

Une unité plausible, c'est le bassin géographique, économique, historique, culturel, qui souvent est

transnational ou transrégional, en tout cas par rapport aux régions telles que les Etats les ont définies.

Si je plaide pour la cohérence et la cohésion européenne, je suis contre la centralisation excessive.

Il faut retravailler la notion de subsidiarité, laisser les pays gérer ce qu'ils font depuis longtemps correctement sans problèmes pour leurs citoyens. Bien sûr, il faut, par exemple, veiller à la santé publique mais interdire dans toute l'Union des fromages mangés depuis de siècles sans souci, cela ne fait que créer des résistances et des réactions. Il y a des thèmes bien plus cruciaux pour l'Europe comme l'énergie, la défense, la politique étrangère, l'emploi. Il faut choisir ce qu'on fait mieux ensemble.

Les fonds régionaux (FEDER) passent par les Etats membres avant d'arriver dans les régions qui en ont besoin. C'est évidemment plus facile pour la Commission de dire aux Etats: voici l'argent, distribuez-le. Mais si en Belgique, vu notre structure fédérée, l'argent arrive quasi directement aux entités régionales, ce n'est pas le cas des Etats centralisés. Le résultat, c'est que pour le citoyen, c'est l'Etat qui donne l'argent, pas l'U.E. Cela permet aux élus nationaux de tenir un double langage : le positif vient du gouvernement, le négatif vient de l'Europe.

Pour l'avenir, si on veut réformer l'Europe, il faut retrouver les échelles pertinentes.



On entend souvent dire que dans les Institutions européennes, ce sont quand même des intérêts nationaux que chacun défend. Vous, au Parlement, vous sentez-vous plutôt Verte ou plutôt Belge ?

J'ai peu de contacts avec les autres députés belges, sauf pour des alliances objectives sur certains dossiers.

Mais autrement, nous votons à 85 ou 90% de la même façon au sein des Verts européens, ce qui n'est pas du tout le cas des députés des autres partis qui votent d'abord français ou allemand.

En fait, nous sommes quasi toujours de petites délégations, porteuses d'un "projet vert" avec une cohérence interne, où l'on sent peu le souci national. C'est l'avantage d'être peu nombreux.

Quand vous voyez arriver des ordres du jour, des propositions de directives, qu'est-ce qui allume vos "feux clignotants" ? Sur quels sujets vous dites-vous "ça je dois y être, je dois être attentive" ?

Essentiellement sur 3 aspects

- le socio-économique avec la logique unique de concurrence toujours bénéfique pour tout le monde, la compétition/compétitivité qui nous sauvera ...

- le regard écologique porté sur les projets, c'est-à-dire l'analyse systémique, ici et ailleurs, aujourd'hui mais aussi demain, une vision transversale et multiple, qui tient compte des éléments imbriqués en interaction.

- le respect des diversités : on ne doit pas uniformiser l'Europe mais en garder la richesse et la variété.

D'autre part, tout ce dont on discute n'a pas la même importance. Mais ce qui va déboucher sur une directive applicable à tout un secteur, comme les directives REACH sur la gestion des produits chimiques ou Bolkenstein sur les services, nécessite une attention toute particulière parce qu'elles auront de grands impacts .

Est-ce que l'U.E. est en panne de démocratie comme on le dit souvent ?

Pour moi, c'est un mauvais procès : le Parlement est élu, le Conseil est composé de ministres issus du processus électoral dans leur pays et les membres de la Commission présentés par les Etats doivent être approuvés par le Parlement.

Il existe des lobbies mais ce n'est pas le principe qui est nuisible. Il y en a beaucoup qui font un travail utile - moi, Greenpeace, je trouve ça très bien - s'ils n'exercent pas de pressions sur l'écriture des textes qui nous arrivent. Il faut donc résister aux lobbies et exiger la transparence, c'est-à-dire savoir qui parle au nom de qui.

Par contre, ce qui est vrai, c'est que, en Belgique en tout cas, on demande très peu de comptes aux ministres sur leur travail au sein du Conseil. Il est alors possible que trop de liberté soit laissée aux technocrates, qui prépareront et négocieront à la place des élus.

L'excuse invoquée est que les matières sont complexes et techniques mais le rôle de l'élu est justement de "politiser" les problèmes, c'est-à-dire de traduire le langage pointu utilisé par les experts pour analyser un problème en une présentation que peut comprendre le citoyen, pour qu'il en perçoive les enjeux.

Si nous n'interpellons pas nos élus à l'U.E., si nous ne procédons pas à leur contrôle au niveau national, alors effectivement, la démocratie européenne n'est pas activée.

Quel est le rôle de l'école dans le développement de l'intérêt pour l'Europe ?

L'U.E. ne doit pas être un chapitre de cours mais elle doit transcender les matières, parce que c'est notre histoire, notre terre, nos patrimoines, nos cultures.

S'il faut rappeler les valeurs fondatrices qui nous unissent, il faut surtout faire vivre l'Europe chez les jeunes, en voyageant par exemple, en faisant se rencontrer des classes de différents pays, en utilisant les médias sociaux pour des projets d'échanges. La langue est une barrière mais elle peut se surmonter, même s'il faut utiliser du mauvais anglais.

Ces pratiques concrètes sont plus efficaces qu'une visite au Parlementarium. S'il est intéressant de connaître l'histoire et le fonctionnement de l'Institution, l'important est de faire vivre l'Union, comme les projets menés par les petits dans "l'Europe en direct".

Il y a dans le Sud des pays en situation très difficile où des jeunes couples ou parents se demandent de quoi demain sera fait et si l'U.E. peut leur montrer des pistes. Que leur diriez-vous ?

D'abord développer l'idée de mobilité européenne; car quitter un pays à l'économie malade pour aller travailler quelques années dans un autre pays de l'Union, ce n'est pas de l'exil, chacun des 27 fait partie de "notre jardin commun".

Savoir qu'on ne s'en sortira pas avec la technique habituelle du retour à "la croissance" mais qu'il faut changer de modèle, en axant son énergie sur les activités durables, les PME innovantes, les réalisations concrètes de l'économie réelle.

Enfin, oser, se faire confiance, se lancer dans des projets, devenir entreprenant et là l'Europe peut faciliter les démarches des TPME ou PME en ouvrant l'accès au capital.

Entretien et synthèse : Thérèse Jamin

